

Art. 4. Le fonctionnaire sanctionnateur exerce en toute indépendance ses compétences, dans le cadre des décisions d'infliger une sanction administrative telle que visée par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. Le fonctionnaire sanctionnateur doit pouvoir décider en toute autonomie et ne peut recevoir d'instruction à cet égard.

Art. 5. Sans préjudice des incompatibilités mentionnées à l'article 6, § 3, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la fonction de fonctionnaire sanctionnateur est incompatible avec la fonction de directeur financier de la commune.

Art. 6. Les fonctionnaires sanctionnateurs qui sont en service avant le 1^{er} janvier 2014, peuvent continuer à exercer leur fonction. Ils doivent toutefois suivre la formation prévue à l'article 3, § 1^{er}, dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. Ils sont en outre dispensés du module visé à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, ainsi que de l'examen prévu à l'article 3, § 2.

CHAPITRE 2. — Perception de l'amende

Art. 7. L'amende administrative est payée dans le délai d'un mois qui suit le jour où la décision a acquis force exécutoire, par versement ou virement sur un compte de l'administration communale, au moyen d'un bulletin de versement ou de virement.

Le paiement peut également s'effectuer entre les mains du directeur financier de la commune.

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 8. L'arrêté royal du 7 janvier 2001 fixant la procédure de désignation du fonctionnaire et de perception des amendes en exécution de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes, modifié par l'arrêté royal du 30 août 2013, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 10. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

M. WATHELET

Art. 4. De sanctionnerend ambtenaar oefent zijn bevoegdheden op onafhankelijke wijze uit in het kader van de beslissingen om een administratieve sanctie op te leggen zoals bedoeld in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties. De sanctionnerend ambtenaar moet autonoom kunnen beslissen en mag daarbij geen instructies ontvangen.

Art. 5. Onafgezien van de onverenigbaarheden vermeld in artikel 6, § 3, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, is de functie van sanctionnerend ambtenaar onverenigbaar met de functie van financieel beheerder van de gemeente.

Art. 6. De sanctionnerend ambtenaren die in dienst zijn voor de 1ste januari 2014, mogen hun functie verder uitoefenen. Ze moeten evenwel de opleiding volgen voorzien in artikel 3, § 1, binnen de twee jaar van het in werking treden van de wet van 24 juni 2013 met betrekking tot de gemeentelijke administratieve sancties. Ze zijn bovendien vrijgesteld voor de module beoogd in artikel 3, § 1, 1^o, alsook voor het examen voorzien in artikel 3, § 2.

HOOFDSTUK 2. — Inning van de geldboete

Art. 7. De administratieve geldboete wordt, binnen een termijn van één maand volgend op de dag dat de beslissing uitvoerbaar geworden is, vereffend door storting of overschrijving op een rekening van het gemeentebestuur aan de hand van een overschrijvings- of stortingsformulier.

De betaling kan eveneens gebeuren in handen van de financieel beheerder van de gemeente.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 8. Het Koninklijk besluit van 7 januari 2001 tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de ambtenaar en tot inning van de boetes in uitvoering van de wet van 13 mei 1999 betreffende de invoering van gemeentelijke administratieve sancties, gewijzigd bij Koninklijk besluit van 30 augustus 2013, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 10. De minister die Binnenlandse Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00839]

21 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, l'article 21, § 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 octobre 2013;

Vu l'avis n° l'avis n° 54.529/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00839]

21 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, artikel 21, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 oktober 2013;

Gelet op het advies nr. 54.529/2 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Les constatateurs*

Article 1^{er}. Sans préjudice de dispositions légales ou réglementaires particulières, les personnes visés à l'article 21, § 1^{er}, 1^o et 2^o, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales doivent remplir les conditions suivantes :

1^o être âgés d'au moins 18 ans;

2^o n'avoir subi aucune condamnation, même avec sursis, à une peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison, à l'exception des condamnations pour infractions à la réglementation relative à la police de la circulation routière autres que celles consistant en une déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur prononcée pour d'autres motifs que pour incapacité physique;

3^o disposer au moins d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

4^o remplir les conditions relatives à la formation visée à l'article 2.

Art. 2. § 1^{er}. Le constatateur devra avoir suivi une formation de 40 heures durant une période de 10 jours maximum. La formation peut être dispensée par les organismes agréés pour la formation des fonctionnaires de police ou par les écoles provinciales ou régionales d'administration et comprendra quatre volets :

1^o la législation concernant les sanctions administratives communales avec une attention particulière pour les obligations du constatateur, ses compétences et responsabilités, ainsi que les droits et devoirs des citoyens dans les lieux accessibles au public et les cas de flagrant délit;

2^o la gestion de conflits, y compris la gestion positive des conflits avec les mineurs;

3^o la constatation des infractions et la rédaction de constats;

4^o les bases du fonctionnement des services de police.

§ 2. Les personnes qui ont réussi la formation de gardien de la paix sont dispensées des volets "gestion de conflits" et "constatation des infractions et rédaction de constats".

§ 3. Indépendamment de la formation mentionnée au § 1^{er}, les constatateurs communaux qui constatent les infractions visées à l'article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013 relatives aux sanctions administratives communales sont tenus de suivre une formation concernant la législation relative à l'arrêt et au stationnement. Cette formation peut également être dispensée par les organismes agréés pour la formation des fonctionnaires de police ou par les écoles provinciales ou régionales d'administration et a une durée minimale de 8 heures.

§ 4. Un examen est organisé pour toutes les branches enseignées visées aux § 1^{er} et 3. Le candidat a réussi cet examen s'il a obtenu, pour chaque branche, minimum 50 % des points et minimum 60 % des points pour le total de toutes les branches.

Art. 3. Chaque constatateur qui répond aux conditions prévues aux articles 1^{er} et 2, est détenteur d'une carte d'identification dont le modèle est fixé par le ministre de l'Intérieur.

Cette carte d'identification contient les mentions suivantes :

- le nom, le prénom, et la photo du détenteur;

- le nom de la (des) commune(s) pour le compte de laquelle (desquelles) le constatateur travaille;

- la fonction du constatateur en exécution de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. Le cas échéant, il convient également de signaler si le constatateur peut aussi constater les infractions visées à l'article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Il doit toujours porter cette carte d'identification de manière visible.

Les constatateurs qui relèvent du champ d'application de la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119 bis de la nouvelle loi communale ne doivent pas être détenteurs de la carte d'identification prévue au présent article.

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *De vaststellers*

Artikel 1. Onverminderd de bijzondere wettelijke of reglementaire bepalingen moeten de in artikel 21, § 1, 1^o en 2^o, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties bedoelde personen voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o ten minste 18 jaar oud zijn;

2^o niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot een correctionele of criminele straf bestaande uit een boete, een werkstraf of gevangenisstraf, behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer andere dan die bestaan uit een verval van het recht om een motorvoertuig te besturen uitgesproken voor andere redenen dan voor lichamelijke ongeschiktheid;

3^o minstens beschikken over een getuigschrift van het secundair onderwijs;

4^o voldoen aan de voorwaarden inzake opleiding zoals bepaald in artikel 2.

Art. 2. § 1. De vaststeller zal gedurende een maximale periode van 10 dagen een opleiding moeten gevolgd hebben van 40 uur. De opleiding kan verstrekt worden door erkende opleidingsinstellingen voor de vorming van politieambtenaren of de provinciale of gewestelijke bestuursscholen en omvat vier onderdelen :

1^o de wetgeving met betrekking tot de gemeentelijke administratieve sancties, met bijzondere aandacht voor de verplichtingen van de vaststeller, diens bevoegdheden en verantwoordelijkheden, alsook de rechten en plichten van burgers op voor het publiek toegankelijke plaatsen en heterdaadsituaties;

2^o conflictbeheersing, inbegrepen positieve conflictbeheersing met minderjarigen;

3^o het vaststellen van de overtredingen en de redactie van de vaststelling;

4^o de werkingsbeginselen van de politiediensten.

§ 2. Zij die geslaagd zijn in de opleiding tot gemeenschapswacht, zijn vrijgesteld van het vak "conflictbeheersing" en "het vaststellen van de overtredingen en de redactie van de vaststelling".

§ 3. Onafgezien van de opleiding vermeld onder § 1, dienen de gemeentelijke vaststellers die de overtredingen, bedoeld in artikel 3, 3^o, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties vaststellen, een opleiding te volgen aangaande de wetgeving met betrekking tot het stilstaan en parkeren. Deze opleiding kan eveneens worden verstrekt door erkende opleidingsinstellingen voor de vorming van politieambtenaren of de provinciale of gewestelijke bestuursscholen en heeft een minimale duur van 8 uur.

§ 4. Van alle gedoceerde vakken, vermeld in § 1 en 3 wordt een examen afgenomen. De kandidaat is geslaagd indien hij voor elk vak minimum 50 % van de punten heeft gehaald en minimum 60 % van de punten heeft gehaald voor het totaal van alle vakken.

Art. 3. Elke vaststeller die voldoet aan de in artikelen 1 en 2 bepaalde voorwaarden, is houder van een identificatiekaart waarvan het model door de minister van Binnenlandse Zaken wordt bepaald.

Die identificatiekaart bevat volgende vermeldingen :

- de naam, voornaam en foto van de houder;

- de naam van de gemeente(n) in wiens opdracht de vaststeller werkt;

- de functie van de vaststeller in uitvoering van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties. In voorkomend geval dient tevens aangegeven of de vaststeller ook de inbreuken bedoeld in artikel 3, 3^o van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties mag vaststellen.

Hij dient deze identificatiekaart steeds op zichtbare wijze te dragen.

De vaststellers die onder toepassing vallen van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet dienen geen houder te zijn van de identificatiekaart voorzien in dit artikel.

CHAPITRE 3. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 4. § 1^{er}. Les personnes qui ont été désignées avant le 1^{er} janvier 2014 comme agents chargés de constater les infractions, par le conseil communal peuvent continuer à exercer cette mission. Elles doivent toutefois suivre la formation prévue à l'article 2, § 1^{er}, dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. Elles sont, en outre, dispensées des modules visés à l'article 2, § 1^{er}, 3^o et 4^o, ainsi que de l'examen prévu à l'article 2, § 4.

§ 2. Les personnes qui ont été désignées avant le 1^{er} janvier 2014 comme agents chargés de constater les infractions, par le conseil communal, ne peuvent pas constater les infractions à l'article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales tant qu'elles n'ont pas suivi avec succès la formation prévue à l'article 2, § 3.

Art. 5. L'Arrêté royal du 5 décembre 2004 fixant les conditions minimales auxquelles doivent répondre les agents communaux tels que définis par l'article 119bis, § 6, alinéa 2, 1^o, de la nouvelle loi communale, est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

M. WATHELET

HOOFDSTUK 3. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 4. § 1. De personen die voor 1 januari 2014 aangewezen werden door de gemeenteraad als ambtenaar belast met de vaststelling van inbreuken, blijven bevoegd om deze taak verder uit te oefenen. Ze moeten evenwel de opleiding volgen voorzien in artikel 2, § 1, binnen de twee jaar van het in werking treden van de wet van 24 juni 2013 met betrekking tot de gemeentelijke administratieve sancties. Ze zijn bovendien vrijgesteld voor de modules beoogd in artikel 2, § 1, 3^o, en 4^o, alsook voor het examen voorzien in artikel 2, § 4.

§ 2. De personen die voor 1 januari 2014 aangewezen werden door de gemeenteraad als ambtenaar belast met de vaststelling van inbreuken, kunnen geen inbreuken op artikel 3, 3^o, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties vaststellen zolang de opleiding voorzien in artikel 2, § 3, niet met succes werd gevolgd.

Art. 5. Het Koninklijk besluit van 5 december 2004 houdende vaststelling van de minimumvoorwaarden waaraan de gemeenteambtenaren moeten voldoen, zoals bepaald in artikel 119bis, § 6, tweede lid, 1^o, van de nieuwe gemeentewet, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 7. De minister die Binnenlandse Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00831]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté royal relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs Gardiens de la Paix. — Addendum

Dans le *Moniteur belge* du 29 novembre 2013, troisième édition, à la page 94198, il y a lieu d'insérer l'avis n° 53.950/2/V du conseil d'Etat donné le 21 août 2013, après rapport au Roi.

AVIS 53.950/2/V DU 21 AOUT 2013 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'RELATIF AUX PLANS STRATEGIQUES DE SECURITE ET DE PREVENTION ET AUX DISPOSITIFS GARDIENS DE LA PAIX'

Le 25 juillet 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs Gardiens de la Paix'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacances le 21 août 2013.

La chambre était composée de Robert Andersen, premier président du Conseil d'Etat, Pierre Vandernoot et Michel Pâques, conseillers d'Etat, Yves De Cordt, assesseur, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît Jadot, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 août 2013.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00831]

7 NOVEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen en van de dispositieven Gemeenschapswachten. — Addendum

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 november 2013, derde editie, op bladzijde 94198, dient, na het verslag aan de Koning, het advies n° 53.950/2/V van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2013, te worden gepubliceerd.

ADVIES 53.950/2/V VAN 21 AUGUSTUS 2013 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'BETREFFENDE DE STRATEGISCHE VEILIGHEIDS- EN PREVENTIEPLANNEN EN VAN DE DISPOSITIEVEN GEMEENSCHAPSWACHTEN'

Op 25 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen en van de dispositieven Gemeenschapswachten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 21 augustus 2013.

De kamer was samengesteld uit Robert Andersen, eerste voorzitter van de Raad van State, Pierre Vandernoot en Michel Pâques, staatsraden, Yves De Cordt, assessor, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît Jadot, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 augustus 2013.